

30.05.2024 - 09:00 Uhr

Journée mondiale sans tabac du 31 mai: l'ingérence de l'industrie du tabac met en péril la protection de la jeunesse



Lausanne (ots) -

Selon l'[Indice mondial d'interférence de l'industrie du tabac](#), il n'y a qu'un seul pays dans le monde où les cigarettiers s'immiscent davantage dans la politique du tabac qu'en Suisse. Il n'est donc pas surprenant que notre pays occupe l'avant-dernière place du [classement européen pour ce qui est de la politique du tabac](#) même la dernière en ce qui concerne la protection des enfants et des jeunes contre le marketing du tabac. Et voilà à présent que le Parlement fédéral fait obstacle à la mise en oeuvre de l'initiative " Enfants sans tabac " et, partant, à l'application de la volonté populaire et de la Constitution. Addiction Suisse appelle à mettre un terme à cette ingérence et à protéger enfin les enfants.

À l'occasion de la [Journée mondiale sans tabac du 31 mai](#) la fondation Addiction Suisse souligne la brûlante actualité du thème de cette année dans notre pays. La Suisse est en effet l'un des derniers pays du monde à n'avoir pas encore ratifié la [Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#). Pour pouvoir le faire, elle devrait restreindre beaucoup plus sévèrement la publicité pour le tabac. Ces atermoiements s'expliquent par la forte présence des géants du secteur et par un système politique extrêmement perméable au lobbying.

Une industrie qui fait la pluie et le beau temps

Trois des plus grandes multinationales du tabac sont solidement implantées en Suisse ou y ont même leur siège principal et investissent des ressources considérables dans le lobbying au Parlement et dans l'administration. Quelque 30 membres du Parlement fédéral ont des liens indirects avec l'industrie du tabac et quelques-uns des liens directs. À l'heure actuelle, les activités de lobbying passent en grande partie par les organisations faitières (l'Union suisse des arts et métiers, p. ex.) ou Economiesuisse, au sein de laquelle les cigarettiers sont très influents et entretiennent des réseaux. L'industrie du tabac couvre en outre les partis de dons généreux. Ainsi, le PLR et l'UDC ont reçu 35 000 francs chacun pour leur campagne électorale en 2023. Des dons d'une pareille ampleur créent une dépendance (morale).

Mettre un terme à l'ingérence de l'industrie du tabac et protéger enfin les enfants !

L'industrie du tabac a pour seul objectif de maximiser ses profits et s'oppose à toute limitation qui l'empêcherait de recruter de jeunes clientes et clients. En effet, pratiquement personne ne commence à consommer de la nicotine après 21 ans. Ces intérêts particuliers n'ont pas leur place dans le processus législatif lorsqu'ils sont privilégiés au détriment de la santé publique et contraires à la volonté du peuple. Tania Severin, directrice de la fondation

Addiction Suisse, martèle : " Il convient de réduire l'ingérence de l'industrie du tabac dans la politique de santé en l'excluant des consultations, comme cela se fait depuis longtemps dans la plupart des autres pays. " Les rencontres des membres des autorités avec cette industrie doivent également être interdites ou, tout au moins, documentées pour la population. Les dons aux partis et aux personnalités politiques ne sont plus acceptables, ni d'ailleurs les collaborations entre les hautes écoles et l'industrie du tabac.

En parallèle, l'initiative " Enfants sans tabac " doit être appliquée strictement sans délai. L'article constitutionnel adopté est clair : " toute forme de publicité " (atteignant les jeunes) doit être interdite. Le Parlement n'est pas habilité à faire des exceptions et encore moins à exiger des compromis du peuple.

Un positionnement mensonger comme acteur de la science et de la santé

Depuis quelques années, la multinationale du tabac Philip Morris (PMI) essaie de se positionner en tant qu'acteur de la santé et se voit dérouler le tapis rouge. Lors du congrès Future Health Basel, PMI Science était invité en qualité de sponsor principal. Mais l'industrie du tabac n'est pas un acteur de la santé ; elle fait partie du problème. Aujourd'hui, elle prétend avoir à coeur de bâtir un avenir sans fumée, mais en même temps :

- elle veut rendre les non-fumeurs en Suisse dépendants avec de nouveaux produits un document interne révèle par exemple que l'objectif de PMI n'est pas l'abandon de la fumée, mais un retour à la consommation de nicotine en tant que norme sociale.

- elle s'oppose à tout progrès dans la politique du tabac à travers le monde; PMI prétend ainsi par exemple vouloir mettre fin à la vente de cigarettes tout en continuant à pratiquer un marketing agressif dans de nombreux autres pays.

Contact:

Markus Meury
porte-parole à Addiction Suisse
mmeury@addictionsuisse.ch
Tél. 021 321 29 63

Medieninhalte



Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000980/100919941> abgerufen werden.